

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1908.

Proposition de loi complétant la loi du 20 juin 1873 sur les chèques.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi a pour but de donner au chèque plus de garantie contre le vol et la fraude et d'en favoriser ainsi l'emploi.

Le chèque peut être barré ou déclaré « non négociable » par le tireur, l'endosseur ou le bénéficiaire.

Le chèque barré, ainsi nommé parce qu'il porte deux barres transversales et parallèles, ne peut être payé qu'à un banquier.

Le chèque barré qui porte le nom du banquier entre les deux barres ne peut être payé qu'au banquier ainsi désigné.

Cette intervention obligatoire du banquier, surtout du banquier dénommé, qui connaît la signature de son client, est de nature à écarter du guichet les porteurs irréguliers et à repousser la tentative de vol ou de fraude.

Le chèque qui porte la mention « non négociable », présente encore plus de sécurité; il impose au tiers porteur tous les risques de la circulation interdite. En fait, il ne cesse pas d'être transmissible entre banques qui inspirent confiance; mais les porteurs inconnus ou suspects sont repoussés par les banques auxquelles ils s'adressent pour opérer l'encaissement.

Le régime de garanties proposées est emprunté à la loi anglaise du 18 août 1882, articles 76 à 82, que M. le sénateur Ratier a résumée en termes heureux dans une proposition de loi déposée au Sénat de France (1).

(1) Séance du 26 décembre 1906, n° 470.

Nous en avons repris le texte, sauf quelques modifications de détail et sauf adaptation à la législation belge; il est plus clair et plus complet que celui des lois espagnole et argentine (1).

Grâce à la sécurité de sa circulation et grâce à la création du *clearing house*, le chèque est devenu d'un usage général en Angleterre. D'après M. Williams Howarth, la circulation d'une grande banque de Londres, en 1884, s'établissait de la façon suivante : chèques, 87.30 %; bank-notes, 6.89 %; espèces, 5.81 % (2).

Le chèque est un instrument de paiement aussi sûr que facile. Ce n'est pas un instrument de crédit; il diffère en cela de la lettre de change; il suppose des fonds disponibles à vue déposés dans des banques, qui centralisent les opérations de paiement et de recouvrement, et qui, grâce à cette concentration, peuvent substituer à la liquidation par la monnaie la liquidation par virement et par compensation. La banque apparaît ainsi comme le caissier de ses clients.

Si A... désire payer à B..., il lui remet un chèque que B... endosse à son banquier.

Si A... et B... sont les clients d'une même banque, celle-ci doit et reçoit en même temps; elle se doit à elle-même. Elle réalise l'opération par un virement de compte; le compte de A... est débité; celui de B... est crédité de la même somme.

Si A... et B... sont les clients de banques différentes, la banque de A... devra à la banque de B... le montant du chèque. Entre les différentes banques il existe ainsi des rapports multiples, qui se traduisent par des dettes réciproques. Ces dettes peuvent se compenser si, au-dessus des banques, il y a un organisme central, qui compare les dettes entre elles, opère la compensation et détermine les soldes. En Angleterre, cette fonction est remplie par le « *Clearing house* », association libre qui agit comme la banque des banquiers et qui règle le solde par des mandats de virement tirés sur la Banque d'Angleterre auprès de laquelle les vingt-huit associés ont des comptes courants.

La marche des opérations est aisée à suivre; en voici l'indication (3) :

« Au *clearing house*, chaque banque a un représentant sédentaire qui
 » tient les comptes (*l'inclearer*); un autre qui distribue les traites aux
 » débiteurs : le *runner*. Chaque client du *clearing* reçoit par les *runners*
 » successifs des autres clients l'état des dettes de la maison. Après vérifi-
 » cation, il en constitue son *inclearing*, qui est de nouveau vérifié à la
 » banque même, où l'on s'assure notamment de l'existence d'une provision.
 » Les *returns* ou refus de traites sont notifiés à *l'inclearer* par écrit. A l'in-
 » *clearing*, définitivement établi, s'oppose l'*outclearing* (état des créances).

(1) Article 541 du Code de commerce espagnol. — Article 628 de l'avant-projet du Code de commerce de l'Argentine, devenu la loi

(2) J. HARTSTOV, *Virements en Banque et Chambre de compensation*, p. 23, 1906. Rousseau, Paris.

(3) A. DE FOVILLE. *La Monnaie*, 1907. Lecoq, Paris.

» De leur comparaison naît la balance définitive, abstraite et purement
 » énonciatrice d'une somme à verser au *clearing* ou à inscrire à son actif,
 » ou d'une somme à en recevoir. »

On peut se rendre compte de l'importance que cette institution a prise dans la vie économique des peuples anglo-saxons, et de l'élan qu'elle a donné au chèque, lorsqu'on considère qu'en 1905 le *clearing house* de Londres a fait des compensations pour une somme de 507 milliards et le *clearing house* de New-York pour une somme de 500 milliards ⁽¹⁾.

Qui ne voit l'avantage que pareil outillage monétaire présente, tant au point de vue des particuliers qu'au point de vue de l'intérêt général ?

Il réalise une économie de temps et d'argent.

Les fonds, au lieu de dormir éparpillés dans les tiroirs, sont versés aux grands réservoirs des banques et y sont fécondés par le courant économique, au bénéfice des institutions de crédit, des entreprises industrielles et des déposants eux-mêmes, qui, par l'intérêt du compte courant, jouissent de leur mise à fruit.

Le transport de numéraire et de billets avec les risques de vol et d'incendie, avec les frais de plis chargés, avec les charges et les dangers d'encaissement par des employés, est remplacé par le chèque barré qui circule, sans frais et sans risque, même par simple lettre au porteur et qui entre dans la comptabilité des banques, précieuse collaboratrice de la comptabilité des particuliers ⁽²⁾.

On se rapproche ainsi de « l'idéal de facilité et d'économie » qui, suivant l'heureuse expression de M. Malou, le Ministre des Finances, réputé par son habileté et son sens pratique, « serait l'usage généralisé des paiements par comptes sans emploi de numéraire ou de billets ⁽³⁾ ».

Il ne saurait être question en ce moment de supprimer la monnaie et d'arriver au stade du comptabilisme ⁽⁴⁾; il est uniquement question de

(1) MARC AUCUY, *Les Systèmes socialistes d'échange*, 1908. Félix Alcan, p. 291. — ROCHE-AGUSSOL, *Essai sur le clearing-system*, p. 74, 1903. G. Firmin, Paris.

(2) J. HARISTOY, *Virements en banque et chambres de compensation*, 1906. Rousseau, Paris, p. 331. D'après des calculs rapportés par Haristoy, et basés sur le recouvrement de 100 millions de francs opéré journellement par la Banque de France dans 40,000 domiciles, l'économie à réaliser par le système des chèques et des clearing-house serait de 17,500,000 francs. Ce calcul est fait sur la base de 5 %.

(3) MALOU, *Exposé des motifs, Doc. parl.*, session 1872-1873, pp. 49-52.

(4) E. SOLVAY, *Le comptabilisme et la fixité de l'unité de valeur abstraite*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, 4^e année). — MARC AUCUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, p. 349. — PAUL OTLET, *La comptabilité et le comptabilisme*. (ANNALES DE L'INSTITUT DE SCIENCES SOCIALES, mars 1896).

L'idée exposée par M. E. Solvay sous le nom de Comptabilisme se présente comme la

ménager la circulation matérielle de la monnaie métallique ou fiduciaire, de lui assurer plus d'élasticité, d'en augmenter l'efficacité.

On en sent mieux le besoin dans les périodes de contraction monétaire comme celle que traversent les Etats-Unis d'Amérique.

La vie économique y a été ralentie, partiellement paralysée; la monnaie s'était enfouie, « terrée »; elle faisait même défaut pour payer les salaires et les transports; et le désastre eût été bien plus grand encore sans le concours moral et financier du Gouvernement.

En Belgique, on a signalé souvent la pénurie de monnaie métallique, le drainage de nos écus de cinq francs combiné avec un change défavorable,

formule générale d'un système dont les applications pratiques et graduées sont laissées aux circonstances.

Le comptabilisme se fonde sur la constatation des faits suivants :

1° Le système monétaire actuel a une base partie métallique et partie fiduciaire (billets de banque, chèques, effets de commerce); 2° L'évolution tend partout à accroître proportionnellement la partie fiduciaire et à restreindre la partie métallique; 3° La monnaie métallique employée comme médium des échanges constitue un instrument d'échange cher (coût de production des métaux précieux, transport, manipulation, assurance, perte, vol, etc.); 4° La monnaie métallique a une valeur par elle-même; l'utilité intrinsèque de l'or et de l'argent lui donne en effet les caractères d'une véritable marchandise sujette aux fluctuations pour des causes qui lui sont propres. Ces fluctuations viennent altérer les fonctions qu'elle doit remplir en tant que mesure des échanges. (Quantité variable de métal extrait, extension ou diminution de l'emploi industriel, variation dans le coût de production, etc.)

Le comptabilisme propose de substituer au régime monétaire métallique un système basé sur le crédit réel des particuliers, organisé et garanti par l'État.

Toute opération de crédit réel consiste, en définitive, à obtenir actuellement de la monnaie contre une aliénation, éventuelle et à terme, d'une valeur remise en gage (immeubles, meubles, titres aux porteurs, créances.)

Si l'emprunteur se décide à l'aliénation éventuelle au lieu d'une aliénation définitive, c'est parce qu'il compte pouvoir rembourser son emprunt grâce aux valeurs qu'il doit lui-même recevoir à terme. En fait, donc, le patrimoine de tout individu peut être représenté par un compte courant en rapport avec les comptes courants qui représentent les patrimoines des tiers avec qui il est en relation. En organisant le crédit sur des bases telles qu'il soit possible à chacun d'engager à tout moment la partie disponible de son avoir à concurrence d'un prorata donnant garantie suffisante, et en émettant à l'occasion de tels engagements des crédits transmissibles, on a en réalité obtenu ces résultats : 1° La monnaie comptabiliste a son gage dans l'actif des patrimoines et elle est garantie par l'État; 2° Elle a donc une valeur sûre aussi grande que la monnaie actuelle, mais sans coût de production autre que celui de l'organisation administrative; 3° L'émission de cette monnaie, c'est-à-dire le quantum en circulation est toujours exactement proportionnel au besoin puisqu'elle donne lieu au libre gré des individus à sa création et à son extinction; 4° Le médium des échanges n'est en rien affecté par les causes qui affectent la variation des marchandises, puisque la « monnaie comptabiliste » le crédit en compte, n'a en soi aucune valeur marchande matérielle et intrinsèque. C'est une pure valeur conventionnelle, un droit abstrait garanti par l'État.

Le crédit réel donné peut continuer à faire l'objet des opérations de banques privées mais l'authentification des crédits et leur garantie ne peuvent être que le fait de l'État ou d'un organisme délégué par lui.

l'instabilité de la réserve métallique de la Banque Nationale et le développement considérable de ses billets (1).

Le chèque, si l'usage s'en généralisait, soulagerait la mission de la monnaie en la remplaçant pour le paiement. En permettant ainsi à une partie du numéraire et des billets de chercher d'autres emplois, il préviendrait ou ralentirait la tension monétaire (2).

Dans beaucoup de pays les pouvoirs publics, se sont préoccupés de développer l'usage des moyens économiques et perfectionnés de paiement.

L'Autriche et la Suisse ont eu recours au système des chèques et virements postaux. Les résultats ont été très encourageants (3), et l'honorable M. Denis a saisi la Chambre de deux propositions de loi pour l'introduire en Belgique (4).

Déjà, en vertu des arrêtés royaux des 27 novembre 1900 et 12 août 1901 toute personne peut donner l'ordre à la poste de faire porter, soit à son compte courant, soit à celui d'un tiers, à la Banque Nationale, les bordereaux de quittances et d'effets de commerce s'élevant à plus de 1,000 francs, présentés à l'encaissement dans un bureau de poste du royaume.

C'est un premier pas qui en facilite un second. Pourquoi n'abaisserait-on pas le minimum de 1,000 francs? Pourquoi n'autoriserait-on pas de disposer par chèque postal et par virement du compte courant que la Poste alimente par le produit des recouvrements? Ce serait le moyen de faire entrer plus rapidement le chèque dans les mœurs (5).

(1) DENIS, *Annales parlementaires* de la Chambre des représentants, séance du 6 décembre 1905.

Note annexée au rapport des Voies et Moyens pour 1908 :

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

Situation au 9 janvier 1908.

	ACTIF	PASSIF
Encaisse métallique : espèces et lingots fr.	134,239,242 93	
Portefeuille : Effets sur la Belgique . fr.	479,896,960 01	
— : Effets sur l'étranger	172,636,892 14	
		652,533,852 15
Billets de banque en circulation. fr.	»	757,365,170 »
Comptes courants : Trésor public . fr.	37,864,023 59	»
— : Comptes particuliers	66,886,550 60	
		104,740,374 19

(2) En France, d'après le *Bulletin de statistique et de Législation comparée* de septembre 1905, la circulation des billets de banque représente fr. 112.22 par tête d'habitant alors que, dans la Grande-Bretagne (banques de l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande) elle ne représente que fr. 24.67.

(3) GEORGES GABRIEL, *Le chèque et virements postaux en Suisse*. (Revue économique internationale, 15-20 octobre 1907.)

(4) Proposition de loi du 20 novembre 1896, reproduite le 27 mars 1903 et remaniée par le projet du 18 décembre 1906.

(5) E. VAN ELEWYCK, *Bulletin du Comité central du travail industriel*, 1^{er} février 1908.

M. Malou avait prévu la lenteur de l'évolution ⁽¹⁾. Mais ce n'est pas un motif pour se décourager. Quand le chèque aura reçu la sécurité de circulation proposée à la Chambre, il n'aura nulle part pour se développer un milieu plus favorable qu'en Belgique. Il n'y connaît plus d'entraves fiscales ; il circule librement, sans être assujéti à un droit quelconque ⁽²⁾. C'est d'ailleurs en Belgique que nos voisins d'Outre-Manche sont venus chercher le système des chèques, auquel ils ont donné ensuite une si grande extension ⁽³⁾.

Nous avons tout intérêt à perfectionner sans retard un outillage monétaire qui est lourd et onéreux.

L'abaissement du prix de revient est pour notre existence industrielle une condition essentielle.

Notre outillage économique, qui n'a pas à redouter la comparaison avec d'autres pays, est un premier élément de succès dans la lutte sur le marché du monde. Mais il ne suffit pas de favoriser la production en dégageant les forces du travail. Il faut aussi dégager les valeurs d'échange et leur assurer avec le maximum de souplesse, le maximum d'énergie.

On se rend compte dans tous les milieux de la nécessité d'agir promptement.

Lors de l'examen du Budget de Voies et Moyens par la Chambre des représentants et par le Sénat, de nombreux orateurs s'en sont préoccupés.

L'honorable Ministre des Finances a constaté avec satisfaction que la

(1) MALOU, Exposé des motifs de la loi du 20 juin 1903 sur les chèques :

« Le législateur se ferait illusion s'il espérait changer en un seul jour, par la force de sa volonté, ces habitudes anciennes et invétérées ; il y faut l'action du temps, la persuasion de l'exemple des chefs d'industrie et de commerce, des classes intelligentes ou riches, les efforts persévérants de toutes nos institutions financières qui doivent être les initiatrices d'un progrès dont elles-mêmes recueilleront quelques fruits. Mais le devoir du législateur, s'il ne peut tout faire en un jour, n'a du moins pour limites que celles de sa puissance ; il doit enlever les gênes, les obstacles à la transformation des habitudes existantes, assurer la liberté et la sécurité de l'emploi des moyens perfectionnés, définir et garantir les droits qui résultent de cet emploi. »

(2) La loi du 20 juin 1873, proposée par M. Malou, à la suite de la discussion de renouvellement du privilège de la Banque Nationale, a exempté du timbre le chèque, ainsi que les bons ou mandats de virement, les accreditifs, les billets de banque à ordre, et généralement tous titres à un paiement au comptant et à vue sans fonds.

La loi du 6 septembre 1893, dans le but de dissiper un doute, a exempté de la formule et de l'enregistrement ces modes de paiements ainsi que les lettres de change ou mandats à ordre.

(3) Malou reproduisant un passage du rapport de la Banque Nationale, *ibid.* « Nous aurions dû d'autant moins nous laisser distancer par ce pays (l'Angleterre) que c'est lui qui nous a emprunté l'instrument de paiement, l'assignation connue depuis sous le nom de chèque et qui était en usage de temps immémorial à Anvers, sous le nom flamand de *bewijs*. D'anciennes chroniques nous apprennent, en effet, que sir Th. Gresham, banquier de la reine Élisabeth, vint à Anvers en 1537 pour étudier ce mode de paiement et qu'il l'introduisit en Angleterre.

» Cet usage s'est perpétué dans notre métropole commerciale, et aujourd'hui encore une notable partie des encaissements s'effectue à l'aide d'assignations sur la Banque Nationale et sur les maisons de banques particulières. Malheureusement, il n'en est pas de même dans le reste du pays. »

Banque Nationale négocie en ce moment avec les autres institutions de crédit la constitution d'une chambre de compensation (1).

On n'en doute guère; les hommes clairvoyants qui dirigent nos établissements financiers sauront, pour réaliser une mesure d'intérêt général, surmonter les obstacles dérivant de situations établies et modifier des pratiques anciennes, telles la commission des sorties de caisse, qui peuvent entraver le fonctionnement du nouvel organisme.

L'opinion publique ne saurait rester indifférente aux efforts faits de tous côtés pour améliorer notre outillage monétaire; la presse qui comprend l'importance de sa mission y a déjà attiré son attention. Ce sera par le concours de tous que l'usage de chèque, entouré des garanties proposées, entrera dans les mœurs, et que s'accomplira une réforme financière dont le succès dépend plus des particuliers et des institutions financières que des pouvoirs publics (2).

EM. TIBBAUT.

(1) Rapport sur les Voies et Moyens pour 1908, séance de la Chambre des représentants du 6 décembre 1907; séances du Sénat des 18 et 19 décembre 1907.

(2) J. Haristoy, p. 29, parlant de la France et de la nécessité de modifier l'outillage monétaire dit : « Mais pour cela, nous devons lutter contre la peur de l'ignorance des uns, et triompher de la routine des autres. Car tout conspire à nous astreindre à notre détriment et en face de l'étranger aux vieux instruments économiques du commencement du XIX^e siècle, en désaccord les uns avec les autres et qui servent la fortune de quelques-uns aux dépens du pays. »

**Proposition de loi complétant la loi
du 20 juin 1873 sur les chèques.**

ARTICLE UNIQUE.

Il est ajouté à la loi du 20 juin 1873 sur les chèques un article 7 ainsi conçu :

Le chèque traversé de deux barres transversales et parallèles n'est payable qu'à un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur, par le bénéficiaire, ou par un endosseur.

Si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres transversales, le chèque n'est payable qu'au banquier ainsi désigné. Toutefois, s'il n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut faire un second barrement au nom d'un autre banquier.

Sont seuls considérés comme banquiers, pour l'application du présent article, les commerçants payant patente de banquier et les sociétés commerciales ayant dans leur objet social les opérations de banque.

Le chèque peut être revêtu par le tireur, ou par le porteur, de la mention « non négociable ». Cette mention n'empêche pas la cession du chèque, mais elle met obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droits que son cédant.

**Wetsvoorstel tot aanvulling der wet
van 20 Juni 1873 op de checks.**

EENIG ARTIKEL.

Aan de wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt toegevoegd een artikel 7, luidende als volgt :

De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een hankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker, door den beneficiant of door een rugteekenaar.

Is de naam van een bankier geschreven tussehen de twee dwarsstrepen, dan is de check enkel betaalbaar aan den aldus aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Met het oog op de toepassing van dit artikel, worden alleen als bankiers beschouwd de handelaars die een bankierspatent betalen en de vennootschappen van koophandel tot welker maatschappelijk doel bankverrichtingen behooren.

Op de check kan door den trekker of door den houder worden vermeld : « niet verhandelbaar ». Deze vermelding belet niet de check over te dragen, doch zij verhindert dat degene aan wien daarvan afstand wordt gedaan, zelfs indien hij te goeder trouw is, meer rechten bezit dan hij die den afstand doet.

EM. TIDBAUT.

L. DE SADELEER.

A. HARMIGNIE.

L. HUBERT.

MAURICE PIRMEZ.

WAUWERMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1908.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 20 Juni 1873 op de checks.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel heeft ten doel, de check beter te vrijwaren tegen diefstal en bedrog en aldus het gebruik ervan te bevorderen.

De check kan gekruist of « niet verhandelbaar » worden verklaard door den trekker, den endossant of den beneficiant.

De gekruiste check, aldus geheeten omdat zij twee evenwijdige dwarsstrepen draagt, kan slechts aan een bankier worden uitbetaald.

De gekruiste check, die den naam van den bankier tusschen de twee dwarsstrepen vermeldt, kan slechts worden uitbetaald aan den aldus aangezezen bankier.

Deze verplichte tusschenkomst van den bankier, vooral van den vermeldden bankier, die de handteekening van zijn cliënt kent, is van aard om de onregelmatige houders den toegang tot zijn winket te verhinderen en poging tot diefstal en bedrog te vermijden.

De check, die de melding « niet verhandelbaar » draagt, biedt nog meer zekerheid aan; zij laadt op den derden persoon, die houder is, al de risico's van den verboden omloop. Feitelijk kan zij nog altijd overgedragen worden onder banken die vertrouwen inboezemen; maar de onbekende of verdachte houders worden afgewezen door de banken waar zij zich aanbieden om uitbetaling te krijgen.

De voorgestelde waarborgen zijn overgenomen uit de Engelsche wet van 18 Augustus 1882, artikelen 76 tot 82, door den heer Senator Ratier kort en goed weergegeven in een wetsvoorstel voorgelegd in den Franschen

Senaat⁽¹⁾. Wij namen dien tekst over behoudens enkele kleine wijzigingen en mits aanpassing bij de Belgische wetgeving; hij is duidelijker en vollediger dan die der Spaansche en Argentijnsche wet⁽²⁾.

Dank zij de zekerheid van haar omloop en het stichten van een *clearing house*, werd de check in Engeland algemeen. Volgens William Howarth leverde de omloop van eene groote Londensche bank de volgende verhouding op: checks 87.30 t. h.; bankbiljetten, 6.89 t. h.; munt en andere speciën, 5.81 t. h.⁽³⁾.

De chek is een betaalmiddel zoo zeker als gemakkelijk. 't Is geen krediet-middel; daarin verschilt zij van den wissel; zij veronderstelt beschikbare gelden op zicht, neergelegd in banken die de betalings- en inningsverrichtingen centraliseeren en zoo de betaling door overschrijving en vergelijking kunnen stellen in de plaats van de betaling in munt. Zoo wordt de bank eigenlijk de kashouder harer cliënten.

Indien A... wil betalen aan B..., geeft hij hem een chek die B... endosseert op zijn bankier.

Zijn A... en B... cliënten eener zelfde bank, dan is deze schuldeischer en schuldenaar tegelijk; zij is dus haar eigen schuldenaar. Zij doet de verrichting door eene overschrijving; op de rekening van A... wordt de som gedebiteerd; op die van B... wordt dezelfde som gecrediteerd.

Zijn A... en B... cliënten van verschillende banken, dan zal de bank van A... aan de bank van B... het bedrag van de chek schuldig zijn. Onder de verschillende banken bestaan er aldus veelvuldige betrekkingen die neerkomen op wederzijdsche schulden. Deze schulden kunnen onderling worden vereffend, zoo er, boven de banken, een centrale inrichting bestaat, die de schulden tegenover elkander stelt, de vergelijking trekt en de saldo's bepaalt. In Engeland wordt dat gedaan door het « *Clearing house* », Instelling tot schuldvergelijking, een vrije vereeniging optredend als bank der bankiers en het te goed regelend door overschrijvingsmandaten op de Bank van Engeland, waar de acht en twintig vennoten doorlopende rekeningen hebben.

Den gang der verrichtingen kan men gemakkelijk volgen; ziehier⁽⁴⁾:

« In het *Clearing house* heeft iedere bank een vertegenwoordiger met » vasten zetel die de rekeningen inschrijft (*inclearer*); een anderen, die de » wissels onder de schuldenaars verdeelt: *runner*. Ieder cliënt van het *Clearing house* ontvangt van de achtereenvolgende *runners* der andere cliënten den staat der schulden van het huis. Uit de nageziene rekeningen » maakt hij zijne *inclearing* op, die op hare beurt wordt nagezien door de » bank zelve, waar men zich namelijk vergewist over het bestaan van een » voorraad. De *returns* of weigeringen van wissels worden den *inclearer* »

(1) Vergadering van 26 December 1906, n^o 470.

(2) Artikel 544 van het Spaansche Wetboek van koophandel. — Artikel 625 van het voorontwerp van Wetboek van koophandel in Argentina, dat de wet is geworden.

(3) J. HARISTOV, *Virements en Banque et Chambre de compensation*, blz. 23, 1906. Rousseau, Parijs.

(4) A. DE FOVILLE, *La Monnaie*, 1907. Lecoq, Parijs.

» schriftelijk bericht. Het tegenovergestelde van de slot-*inclearing* is de *out-clearing* (staat der schuldvorderingen).

» Hare onderlinge vergelijking leidt tot de eind-balans, die enkel denkbeeldig is en de som uitmaakt, in het *Clearing house* te storten of op zijn krediet te brengen, ofwel de som die men van het *Clearing house* ontvangt moet. »

Men kan zich voorstellen van welk belang die instelling is geworden voor het economisch leven der Angel-Saksische volkeren, en welk eene vlucht zij de check heeft doen nemen, als men nagaat dat, in 1905, het *clearing house* te Londen 307 milliarden vereffende, dat van New-York 300 milliarden ⁽¹⁾.

Wie ziet niet in wat voordeel zulke geldinrichting oplevert, zoo uit het oogpunt van de particuliere personen als uit dat van het algemeen belang?

Zij spaart tijd en geld.

In stede van rechts en links in de laden te blijven liggen, wordt het geld gestort in de groote vergaarbakken der banken en aldaar door de economische stroomingen vruchtbaar gemaakt, ten bate van de kredietinstellingen, de nijverheidsondernemingen en van de inleggers zelve die, door den interest van de doorlopende rekening, er vrucht uit trekken.

Het vervoer van muntmetaal en papier met gevaar van diefstal en brand, met de kosten der aangeteekende stukken, met de bezwaren en gevaren van het incasseeren door beambten, wordt vervangen door de gekruiste check die zonder kosten of gevaar in omloop is, zelfs door een eenvoudigen brief aan houder, brief die in de comptabiliteit der banken komt en een kostbare hulp is voor de comptabiliteit der particulieren ⁽²⁾.

Zoo geraakt men allengskens tot « het ideaal van gemak en spaarzaamheid » dat, volgens de gelukkige uitdrukking van den heer Malou, Minister van Financiën, befaamd wegens zijne behendigheid en zijn practischen zin, « zou bestaan in de algemeen geworden gewoonte der betalingen door rekeningen zonder aanwending van muntmetaal of papier ⁽³⁾. »

Er kan thans geen sprake van zijn, het geld af te schaffen en tot het stadium van het comptabilisme te geraken ⁽⁴⁾; er is alleen sprake van, den

(1) MARC AUCUY, *Les Systèmes socialistes d'échange*, 1908. Félix Alcan, bladz. 291. — ROCHER-ACUSSOL, *Essai sur le clearing-system*, bladz. 74, 1905. G. Firmin, Parijs.

(2) J. HARISTOY, *Virements en banque et chambres de compensation*, 1906. Rousseau, Parijs, bladz. 331. Volgens de berekeningen, medegedeeld door Haristoy en steunende op de inningen tot een bedrag van 100 millioen frank dagelijks gedaan door de *Banque de France* in 40,000 huizen, zou men met het stelsel van checks en clearing-house 17,500,000 frank hebben uitgespaard. Die berekening is gedaan op voet van 5 %.

(3) MALOU, Toelichting, *Oorkonden der Kamer*, zittingsjaar 1872-1873, bladz. 49-52.

(4) E. SOLVAY, *Le comptabilisme et la fixité de l'unité de valeur abstraite*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, 4^e jaar). — MARC AUCUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, bladz. 349. — PAUL OTLET, *La comptabilité et le comptabilisme*. (ANNALES DE L'INSTITUT DE SCIENCES SOCIALES, Maart 1896).

De gedachte, ontwikkeld door den heer E. Solvay onder den naam van comptabilisme, komt

materieelen omloop van metaal- of papiermunt zooveel mogelijk te verminderen, meer rekbaarheid te verleenen, er het nut van te vermeederen.

Men voelt beter die behoefte in tijden van muntschaarschte, zooals thans in de Vereenigde Staten het geval is.

Het economisch leven werd er belemmerd, gedeeltelijk verlamd; de munt was « begraven »; er was zelfs te weinig om de werkloonen en de vervoerkosten te betalen; en de ramp ware nog veel grooter geweest zonder de zedelijke en financieele hulp der Regeering.

In België wees men dikwijls op de behoefte van muntspeciën, op het wegvoeren onzer vijf frankstukken samenhangend met het verlies in het wisselen,

neer op de algemeene formule van een stelsel waarvan de werkelijke en trapsgewijze toepassingen aan de omstandigheden worden overgelaten.

Het comptabilisme steunt op de vaststelling van de volgende feiten :

1^o Het huidige muntstelsel berust op een dubbelen grondslag : muntmetaal en muntpapier bankbiljetten, checks, handelseffecten); 2^o Overal bestaat er eene strooming om de hoeveelheid muntpapier steeds te vermeederen en de hoeveelheid muntmetaal te verminderen; 3^o Het muntmetaal, als ruilmiddel, kost veel (kosten van delving der edele metalen, vervoer, bewerking, verzekering, verlies, diefstal, enz.); 4^o Het muntmetaal heeft eene waarde op zich zelf; het innerlijk nut van goud en zilver maakt die metalen tot eene echte koopwaar die op- en afslaat om redenen aan de waar eigen. Die schommelingen verhinderen de zending welke die waar moet vervullen als standaard der ruilingen. (Veranderlijke hoeveelheid uitgedolven metaal, toeneming of vermindering van het verbruik door de nijverheid, veranderlijkheid van de voortbrengingskosten, enz.)

Het comptabilisme stelt voor, het muntmetaalstelsel te vervangen door een stelsel steunende op het wezenlijk krediet der personen, ingericht en gewaarborgd door den Staat.

Elke verrichting van wezenlijk krediet komt thans ten slotte neer op het ontvangen van geld tegen het mogelijk afstaan op termijn van eene waarde, als pand overhandigd (onroerende goederen, roerende goederen, titels aan toonders, schuldvorderingen).

Zoo de ontleener besluit tot mogelijke verkooping in stede van tot bepaalde verkooping, dan is 't omdat hij hoopt zijne leening te kunnen terugbetalen door middel van de waarden welke hij zelf op termijn moet ontvangen. Feitelijk dus kan het vermogen van ieder persoon vertolkt worden door eene doorlopende rekening in verband met de openstaande rekeningen die het vermogen vertolken van de andere personen met wie hij in betrekking is. Door het inrichten van het krediet op zoodanige grondslagen dat het iedereen mogelijk is op om 't even welk oogenblik het beschikbaar gedeelte van zijn goed te verpanden tot zoover er voldoende waarborg bestaat, en door het uitgeven van overdraagbare kredieten ter gelegenheid van dergelijke verpandingen, heeft men feitelijk volgende uitslagen bekomen : 1^o De comptabilistische munt vindt haar pand in de fortuinen en is gewaarborgd door den Staat; 2^o Zij heeft dus eene vaste waarde, evengroot als die van het huidige muntmetaal, doch zonder andere vervaardigingskosten dan de bestuursinrichting; 3^o De uitgifte van die munt, dat wil zeggen de in omloop zijnde hoeveelheid, blijft steeds volkomen in verhouding tot de behoefte, vermits het van ieders vrijen wil afhangt, er uit te geven en in te trekken; 4^o Het ruilingsmiddel wordt geenszins beïnvloed door de oorzaken die de waren doen op- en afslaan, vermits de « comptabilistische munt », het openstaande krediet, geen innerlijke stoffelijke waarde heeft in den handel. 't Is eene louter overeengekomen waarde, een abstract recht door den Staat gewaarborgd.

Het zakelijk krediet kan bij voortduring het voorwerp uitmaken van private bankverrichtingen, doch de waarmeding en de waarborging der kredieten kunnen enkel gedaan worden door den Staat of door eene inrichting, door den Staat daartoe aangesteld.

op de langzame toeneming van de metaal-reserve der Nationale Bank en de aanzienlijke vermenigvuldiging harer bankbiljetten ⁽¹⁾.

Werd het gebruik van de check algemeen, dan zou daardoor de rol van de munt worden verlicht. Wilt ze aldus bij het betalen zou worden vervangen, zou een deel der metaal- en papiermunt tot andere doeleinden worden besteed en de muntspanning worden voorkomen of verminderd ⁽²⁾.

In vele landen lieten de openbare machten zich in met de uitbreiding der verbeterde economische middelen tot betaling.

Oostenrijk en Zwitserland namen hunne toevlucht tot het sleisel van de postcheck en het post-giro-verkeer. De uitslagen waren zeer bevredigend ⁽³⁾, en de achtbare heer Denis onderwierp aan de Kamer twee wetsvoorstellen om het in België in te voeren ⁽⁴⁾.

Reeds kan, krachtens koninklijke besluiten van 27 November 1900 en 12 Augustus 1901, ieder persoon aan de post het bevel geven om, hetzij op zijne doorlopende rekening, hetzij op die van een derden, te doen brengen op de Nationale Bank de borderellen van kwijtbrieven en handels-effecten, meer dan 1,000 frank bedragende en in een postkantoor des Rijks ter ontvangst aangeboden.

Die eerste stap vergemakkelijkt er een tweeden. Waarom zou men het minimum van 1,000 frank niet verminderen? Waarom zou men geen machting verleen en om bij postcheck en bij giro gebruik te maken van de doorlopende rekening, welke op de Post door de opbrengst der inningen wordt in stand gehouden? Zoo zou de check te onzent spoedig in zwang komen ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ DENIS, *Annales parlementaires* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 6 December 1903.

Nota bij het verslag over 's Lands Middelen voor 1908 :

NATIONALE BANK VAN BELGIË.

Toestand op 9 Januari 1908.

	ACTIEF	PASSIEF
Munt in kassa : specien en staven fr.	134,239,242 95	
Portefeuille : Wissels op België fr.	479,896,960 01	
— : Wissels op 't buitenland	172,636,892 14	
	<u>652,535,852 15</u>	
Bankbiljetten in omloop fr.	»	757,565,170 »
Doorlopende rekeningen : Schatkist, fr.	37,864,025 59	»
— : Particuliere		
rekeningen	<u>66,886,350 60</u>	
		<u>104,740,574 19</u>

⁽²⁾ In Frankrijk bedragen, naar het *Bulletin de statistique et de Législation comparée* van September 1905, de in omloop zijnde bankbiljetten fr. 112.22 per inwoner, terwijl zij in Engeland (banken van Engeland, Schotland en Ierland) slechts fr. 24.67 bedragen.

⁽³⁾ GEORGES GABRIEL, *Le chèque et virements postaux en Suisse*. (Revue économique internationale, 15-20 October 1907.)

⁽⁴⁾ Wetsvoorstel van 20 November 1896, opnieuw ingediend op 27 Maart 1905 en herwerkt in het ontwerp van 18 December 1906.

⁽⁵⁾ E. VAN ELBRYCK, *Bulletin du Comité central du travail industriel*, 1 Februari 1908.

De heer Malou had voorzien dat dit niet zoo spoedig zou wezen ⁽¹⁾. Dat is echter geen reden tot ontmoediging. Wanneer de omloopsveiligheid der check zal gewaarborgd zijn, zooals aan de Kamer wordt voorgesteld, zal zij nergens een beter midden tot verspreiding vinden dan in België. Zonder fiskale banden, zal zij vrij omlooopen, ontheven van alle recht ⁽²⁾. In België hebben trouwens onze overzeesche naburen het checkenstelsel gevonden, dat naderhand bij hen zulke uitbreiding nam ⁽³⁾.

Wij hebben er alle belang bij, zonder uitstel een ongerieflijk en kostelijk muntverkeer te verbeteren.

Verlaging van den kostenden prijs is een hoofdvereischte voor ons nijverheidsbestaan.

Onze economische inrichting, die geen vergelijking met andere landen moet duchten, is een eerste middel tot slagen in den strijd op de wereldmarkt. Maar het volstaat niet, de voortbrenging vooruit te helpen door de arbeidskrachten vrij te laten ontplooiën. Men moet ook de ruilwaarden vrije ontwikkeling laten en haar een maximum van plooibaarheid en van kracht verleen.

In alle sferen gevoelt men dat het noodig is, spoedige maatregelen te nemen.

(1) MALOU, Toelichting der wet van 20 Juni 1873 over de checks :

« De wetgever zou een droombeeld koesteren, moest hij hopen, op één enkelen dag, door de kracht van zijn wil, oude ingewortelde gewoonten te veranderen; de tijd moet zijn werk verrichten, evenals de hoofden van nijverheid en handel, de geleerde en hogere standen door hun voorbeeld overtuiging moeten zaaien; de bestendige pogingen van al onze financiële inrichtingen moeten streven naar een vooruitgang waarvan zij zelf ook vruchten zullen inoogsten. Doch de plicht van den wetgever, zoo hij alles op één dag niet verrichten kan, heeft geen andere grens dan de grens zijner macht; hij moet de bezwaren, de hinderpalen wegnemen, die de hervorming der gebruiken in den weg staan, hij moet de vrijheid en de veiligheid in het aanwenden der verbeterde middelen waarborgen, de rechten bepalen en vrijwaren die uit die aanwending voortspruiten. »

(2) De wet van 20 Juni 1873, door den heer Malou voorgelegd na de beraadslaging over de hernieuwing van het voorrecht der Nationale Bank, heeft de check ontheven van zegelrecht, alsook de bons of mandaten van overschrijving, de kredietbrieven, de bankbiljetten aan toonder betaalbaar en, in 't algemeen, alle titels tot contante betaling of op zicht met gesloten beurs.

De wet van 6 September 1895, om allen twijfel weg te nemen, heeft deze vormen van betaling, alsook de wissels of mandaten aan toonder betaalbaar, ontheven van de formaliteit der registratie.

(3) Malou, in eene aanbaling uit een verslag van de Nationale Bank, *ibid.* « Wij mochten ons zooveel te minder door dit land (Engeland) laten voorbijstreven, daar het van ons dat middel van betaling geleerd heeft, namelijk het betalingsbevel thans bekend onder de benaming check en dat te Antwerpen sedert onheugelijke tijden in voege was en bewijs genoemd werd. Oude Kronijken melden trouwens, dat sir Th. Gresham, bankier van koningin Elisabeth, te Antwerpen kwam in 1557 om die wijze van betaling te bestudeeren, en ze dan in Engeland invoerde.

« Dit gebruik bleef voortleven in onze groote handelsstad en heden nog worden tal van inkasseeringen gedaan door middel van bewijzen op de Nationale Bank en op de private bankhuizen. Ongelukkiglijk is dit zoo niet elders in het land. »

Bij het onderzoek der Begrooting van 's Lands Middelen door Kamer en Senaat hebben verschillende redenaars dit punt behandeld.

De achtbare Minister van Financiën stelde met voldoening vast dat de Nationale Bank op dit oogenblik onderhandelt met de andere kredietsinstellingen over het tot stand brengen van eene instelling tot schuldvergelijking ⁽¹⁾.

Men twijfelt er niet aan; de klaarziende mannen, die onze financieele inrichtingen besturen, zullen, ter verwezenlijking van een maatregel van algemeen belang, de hinderpalen der gevestigde toestanden te boven komen en oude gebruiken wijzigen, zooals het commissieloon op de uitbetalingen, die den gang van de nieuwe instelling kunnen belemmeren.

De openbare meening kan niet onverschillig blijven aan de pogingen, van alle zijden gedaan om onze muntinrichting te verbeteren; de drukpers, bewust van de belangrijkheid harer zending, heeft daarop reeds de aandacht gevestigd. Door aller medewerking zal het gebruik van de check, met al de voorgestelde waarborgen, in onze zeden doordringen, en eene financieele hervorming zal worden verwezenlijkt, waarvan het welslagen meer afhangt van de bijzondere personen en de financieele ondernemingen dan van de openbare machten ⁽²⁾.

EM. TIBBAUT.

⁽¹⁾ Verslag over 's Lands Middelen voor 1908, Kamervergadering van 6 December 1907; Senaatvergaderingen van 18 en 19 December 1907.

⁽²⁾ J. Haristoy, blz. 29, sprekende van Frankrijk en van de noodwendigheid om de muntinrichting te verbeteren, zegt: « Maar daarvoor moeten wij strijden tegen de vrees en de onwetendheid der eenen en zegepralen over den slenter der anderen. Want alles werkt mede om ons, te onzen nadeele en tegenover het buitenland, te bepalen bij de oude economische hulpmiddelen van 't begin der XIX^e eeuw, gaande onderling tegen malkander in, en tot 's lands schade, slechts ten bate van 't fortuin van enkelen. »

**Proposition de loi complétant la loi
du 20 juin 1873 sur les chèques.**

ARTICLE UNIQUE.

Il est ajouté à la loi du 20 juin 1873 sur les chèques un article 7 ainsi conçu :

Le chèque traversé de deux barres transversales et parallèles n'est payable qu'à un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur, par le bénéficiaire, ou par un endosseur.

Si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres transversales, le chèque n'est payable qu'au banquier ainsi désigné. Toutefois, s'il n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut faire un second barrement au nom d'un autre banquier.

Sont seuls considérés comme banquiers, pour l'application du présent article, les commerçants payant patente de banquier et les sociétés commerciales ayant dans leur objet social les opérations de banque.

Le chèque peut être revêtu par le tireur, ou par le porteur, de la mention « non négociable ». Cette mention n'empêche pas la cession du chèque, mais elle met obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droits que son cédant.

**Wetsvoorstel tot aanvulling der wet
van 20 Juni 1873 op de checks.**

EENIG ARTIKEL.

Aan de wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt toegevoegd een artikel 7, luidende als volgt :

De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een bankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker, door den beneficiant of door een rugteekenaar.

Is de naam van een bankier geschreven tusschen de twee dwarsstrepen, dan is de check enkel betaalbaar aan den aldus aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Met het oog op de toepassing van dit artikel, worden alleen als bankiers beschouwd de handelaars die een bankierspatent betalen en de vennootschappen van koophandel tot welker maatschappelijk doel bankverrichtingen behooren.

Op de check kan door den trekker of door den houder worden vermeld : « niet verhandelbaar ». Deze vermelding belet niet de check over te dragen, doch zij verhindert dat degene aan wien daarvan afstand wordt gedaan, zelfs indien hij te goeder trouw is, meer rechten bezit dan hij die den afstand doet.

EM. TIDBAUT.

L. DE SADELEER.

A. HARMIGNIE.

L. HUBERT.

MAURICE PIRMEZ.

WAUWERMANS.

